



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2397 MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2015

Jeux Africains 2015 Grande effervescence à l'inauguration du Complexe sportif de Kintélé



Des gradins pleins lors du match inaugural, Congo-Ghana

La flamme de l'olympisme est désormais allumée à Brazzaville et sa banlieue Kintélé où hier, prélude aux 11^e Jeux africains du 4 au 19 septembre, le président Denis Sassou N'Guesso a inauguré le Complexe sportif de la Concorde. Fort de son stade de plus de 60 000 places, du Palais des sports, du club nautique et du village des

Jeux, le Complexe a drainé des milliers de curieux. Une foule en effervescence qui, malgré la courte défaite des Diables rouges face aux Black Stars du Ghana (2-3), en match amical inaugural dudit stade, a su garder l'élan festif. En attendant le lancement officiel des Jeux, vendredi, les épreuves sportives démarrent aujourd'hui

par les compétitions de badminton, d'escrime et de boxe. D'autre part, le forum et la soirée de gala du cinquantenaire des Jeux africains au Palais des congrès donneront le ton du volet culturel de ces retrouvailles africaines. **Page 9**

Pointe-Noire Quarante-cinq caissiers relevés à l'hôpital Adolphe Sicé



Le personnel de l'hôpital A. Sicé

L'inspection générale de santé a annoncé hier la déchéance de leurs fonctions de 45 caissiers de l'hôpital Adolphe Sicé de Pointe-Noire. Selon la source, un auditeur externe va intervenir pour déterminer la responsabilité de chacun de ces agents qui ne sont pas licenciés pour l'instant. « Il y a une déperdition financière importante d'environ 20 millions

de francs Cfa chaque mois. Dans ces conditions, l'hôpital Adolphe Sicé se trouve asphyxié. En cinq mois au total, l'établissement a perdu près de 100 millions, alors que les traces de ces sommes figurent bel et bien dans les souches et reçus produits par les services de gestion des malades », a expliqué le professeur Roger Richard Bileckot, inspecteur général de la santé. **Page 7**

Entretien routier Le budget du Fonds routier réduit à 50 milliards FCFA

Le Fonds routier a revu à la baisse son budget de fonctionnement exercice 2015. Il est fixé à 50 milliards FCFA contre 61 milliards prévus initialement. Au cours du comité de direction tenu hier à Brazzaville, le directeur général de cette structure rattachée au ministère des Travaux publics, Élenga Obat Ndengué, a justifié ce réaménagement budgétaire par la chute du baril de pétrole. « Nous n'engageons pas de nouveaux projets, car nous n'arriverons pas à les payer. La priorité sera aux travaux d'ouverture et d'entretien des routes dans le département de la Bouenza, à cause de la municipalisation accélérée dont il sera bénéficiaire l'année prochaine », a-t-il indiqué. **Page 4**



Les membres du comité de direction pendant les travaux

Assemblée nationale
Félix Ibara Ndeli prend la tête de la commission Défense et sécurité
Page 2

Jean-Jacques Bouya :
Les expropriés de Kintélé seront tous indemnisés
Page 9

ÉDITORIAL
Pari gagné
Page 2

ÉDITORIAL

Pari gagné !

Disons-le sans grand risque de nous tromper : le pari apparemment fou que s'était lancé le Congo est d'ores et déjà largement gagné. Non seulement, en effet, le décor spectaculaire dans lequel se dérouleront les Onzième Jeux africains est planté, et bien planté, avec ses impressionnantes installations sportives, ses voies de communication hors du commun, ses spectacles à couper le souffle, mais, tout aussi important sinon même plus, la volonté des Congolais de relever le défi est clairement à la hauteur de l'enjeu. En témoigne la mobilisation générale qui a gagné Brazzaville et que l'on constate partout.

Les heures et les jours à venir confirmeront ou infirmeront ce pronostic optimiste, mais notre pays s'apprête visiblement à tourner une nouvelle page de son Histoire. Concentré jusqu'à présent sur sa propre reconstruction, il redevient ce qu'il fut longtemps, très longtemps, et qui en avait fait l'un des principaux acteurs de la scène africaine : un point de rencontre et de dialogue où se retrouvent les puissants de ce monde, où s'élaborent dans la discrétion ou dans le faste les réponses aux problèmes de ce temps, où s'échangent les idées et les sons, les images et les gestes, les projets et les réalisations.

Il suffit pour s'en convaincre d'aborder Brazzaville par le vaste et ultramoderne aéroport Maya-Maya, de parcourir ensuite les avenues qui quadrillent la capitale avec leurs immeubles en construction, de visiter l'immense stade de Kintélé et la future université panafricaine qui lui fait face, de se promener à pied ou en voiture sur le viaduc qui longe le majestueux fleuve Congo, de séjourner dans l'un ou l'autre des grands hôtels qui animent désormais ses différents quartiers. Tout, en réalité, est fait, conçu, imaginé pour que le Congo soit l'un des miroirs où se reflète une Afrique jeune, volontaire, dynamique, tournée vers l'avenir, rompue aux nouvelles technologies et donc capable de relever tous les défis du monde moderne.

Que celles et ceux qui viennent de l'extérieur participer ou assister à ces Jeux africains 2015 prennent donc le temps de regarder ce qui se passe autour d'eux, d'observer l'envers du spectacle. Ils prendront alors la véritable dimension du changement qui s'opère aujourd'hui chez nous.

Les Dépêches de Brazzaville

ASSEMBLÉE NATIONALE

Félix Ibara Ndeli élu président de la commission Défense et sécurité

Désormais aux commandes, le député de la deuxième circonscription d'Ollombo dans les Plateaux a été hissé à ces fonctions par ses pairs, le 29 août dernier, lors d'une séance plénière tenue peu avant la clôture de la neuvième session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale.

Félix Ibara Ndeli, député du Parti Congolais du travail (PCT) succède à Emmanuel Bété Siba, un autre membre du PCT et ancien député de la deuxième circonscription de Mindouli, dans le Pool, décédé à Brazzaville le 26 octobre dernier. Depuis, cette commission est restée sans dirigeant investi. La commission Défense et sécurité au nombre des six commissions permanentes dont dispose l'Assemblée nationale, est chargée des questions relatives à l'organisation générale de la défense, à la politique de coopération et d'assistance dans le domaine militaire, ainsi qu'à l'organisation générale de la sécurité intérieure et extérieure. Les commissions permanentes sont des organes techniques chargés d'examiner les projets et propositions de lois en vue de leur adoption par la plénière de l'Assemblée nationale. Chaque commission est placée sous la présidence d'un bureau composé



de cinq membres. Le Parlement a essentiellement pour mission le vote des lois, à la seule exception de celles qui sont adoptées par référendum. Le contrôle de l'exécutif est également l'une des missions assignées à cette institution. Si le Gouvernement peut initier des projets de loi, les députés sont un maillon fort, car ils exercent leur droit de légiférer. Ainsi, aucune loi ne peut être promulguée ni une convention ratifiée sans l'autorisation du Parlement.

Les députés, comme les sénateurs, ont le droit d'initiative législative. Ils peuvent également modifier les textes en discussion : c'est l'exercice du droit d'amendement. Les projets de lois issus du gouvernementale sont plus

nombreuses que les propositions de lois initiées par les membres du parlement. Mais les projets de lois font souvent l'objet de nombreux amendements entre le moment où ils sont déposés sur le Bureau de l'une ou l'autre chambre.

Qui est Félix Ibara Ndeli, en bref ?

Ancien directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss), Félix Ibara Ndeli est inspecteur spécial de sécurité sociale. En 1978, il embrasse la carrière politique à l'Ujcs puis au Parti congolais du travail, où il a occupé d'importantes fonctions. Depuis 2002, il est député de la deuxième circonscription d'Ollombo. Il a occupé les fonctions de deuxième vice-président de la commission Défense et sécurité depuis le début de la législature en cours. En tant que député, il a été décoré, par le président de la République, au grade d'officier dans l'ordre du mérite congolais en qualité d'expert de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale. L'homme se fait également distinguer à travers ses nombreuses parutions, au nombre desquelles, on peut citer : *Météore*, *Sécurité sociale et espérance citoyenne*, *Le Brésil terre d'avenir...*

Josiane Mambou Loukoula

OUESSO 15 AOÛT

Les sourds du Congo, fiers d'avoir défilé pour la première fois

Plus d'une dizaine d'hommes et femmes, tous heureux et surpris en même temps, joignant l'énergie autour de « L'Union Nationale des Associations des sourds du Congo-La force Unie » ont défilé à l'unisson avec les forces vives de la nation, civiles et militaires, venues des quatre coins de la République. Jadis, ce rituel de la célébration de la municipalisation,

qui s'est imposé uniquement aux congolais, valide depuis la politique de la municipalisation accélérée en 2004, n'a pas épargné aux personnes vivant avec handicap auditif de Brazzaville d'arriver par route, s'unir à celles de la localité pour y prendre part aux méga festi 2015 de Ouesso.

Ainsi, dans une déclaration diffusée hier à Brazzaville, l'Union

nationale des associations des sourds du Congo-La Force Unie, a tenu à marquer cette date d'une pierre blanche, ne voulant plus être en marge, annonce qu'elle sera également présente dans le département de la Bouenza en 2016, pourvu que les autorités congolaises leur fassent confiance.

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité :
Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TOURISME

Le comité de pilotage évalue le projet de développement du secteur

Le ministre du Tourisme et de l'environnement, Josué Rodrigue Ngouonimba, a procédé le 31 août, à l'ouverture de la deuxième réunion du comité de pilotage consacrée à l'évaluation à mi-parcours du travail accompli par l'équipe du projet d'élaboration de la stratégie nationale et du plan directeur du développement durable du tourisme.

Cette réunion se tient après le séminaire de validation du rapport de diagnostic de la première phase qui a regroupé plus d'une centaine des cadres de tous les secteurs. L'équipe du projet a produit en temps réel, le rapport à débattre au cours de ladite réunion. Le comité de pilotage a ainsi reçu la mission de se pencher sur le travail accompli au cours de la première phase du projet avec pour tâches les examens du rapport d'activités, le rapport d'exécution du budget, du rapport du diagnostic amendé.

Ce projet devra à terme, doter le secteur d'une vision et d'un plan directeur de développement durable du tourisme susceptible de renforcer l'image du pays en tant que destination touristique, d'améliorer et de diversifier l'offre touristique sur le marché, de développer sous toutes ces formes le tourisme intérieur.

« La tenue de la présente réunion du comité de pilotage mettra fin à la première phase



Photo de famille à l'issue de la cérémonie d'ouverture

du projet consacrée aux études du diagnostic. Il se dégage d'emblée que le Congo notre pays, dispose d'un géo-potential touristique énorme sur lequel nous bâtissons une industrie touristique durable en mesure de contribuer à la diversification de notre économie et à la lutte contre la pauvreté. Ces études ont également permis de mettre en exergue les différents facteurs qui freinent l'émergence du secteur du tourisme », a déclaré Josué Rodrigue Ngouonimba. La deuxième phase du projet qui statue sur trois points essentiels précités, permettra de réfléchir sur les voies et moyens

à mettre en œuvre pour envoyer ces facteurs limitatifs. Cette réflexion n'incombe pas qu'aux experts qui vont y travailler, mais à toutes les parties qui sont associées depuis le début à la mise en œuvre de ce projet qui est un défi à relever pour le secteur. En effet, à travers ce projet le ministère du Tourisme et de l'environnement traduit la volonté du chef de l'Etat, de voir le tourisme servir de levier pour le développement d'une économie congolaise plus diversifiée, génératrice de revenu et d'emplois durables.

Cette rencontre, a rappelé GINETTE Mondongou Camara, représentant le Programme des

Nations unies pour le développement (Pnud), fait suite à un accord de partenariat passé entre le ministère du Tourisme et de l'environnement et son organisme d'une part et entre le Pnud et l'organisation mondiale du tourisme (OMT) d'autre part, afin de soutenir les efforts du gouvernement de la République du Congo dans le développement d'un secteur qui prend une grande ampleur au niveau mondial et national dans un contexte de diversification de l'économie nationale fragilisées par la baisse des cours des matières premières et surtout du pétrole, principale production du Congo. La République du Congo

qui a l'avantage d'être située au cœur du deuxième poumon de la terre est un beau pays, densément arrosé avec une verdure luxuriante, une façade maritime pourvue de belles plages, une faune abondante et diversifiée, des saisons régulières, des infrastructures de communication en plein développement, une économie prometteuse, un réseau bancaire en plein essor, un système hôtelier florissant, plusieurs sites très singuliers par leur nature, pour ne citer que ces quelques facteurs qui sont des sources d'incitation à la démarche du gouvernement, a reconnu l'experte du Pnud.

Bruno Okokana

TRIBUNE

L'Afrique au rendez-vous avec l'Histoire à Kintélé

Brazzaville ne reçoit pas cette semaine l'Afrique seulement, mais le monde entier pour les 11ème Jeux africains. Après avoir organisé les Jeux inauguraux en 1965, soit un demi-siècle plus tard, les jeux reviennent aux sources avec l'édition historique de leur cinquantenaire. En fait, ce sont les Africains qui reçoivent le monde. Parce que Brazza, qui a su s'imposer et démontrer un savoir-faire indéniable comme hub majeur des grandes manifestations internationales, est au cœur de l'Afrique et l'Afrique est au cœur de Brazza.

Les élites sportives du continent vont se donner la réplique du 4 au 19 septembre sur le site magnifique érigé en leur honneur pour des compétitions du plus haut niveau et des performances qui vont inéluctablement figurer en tête du palmarès de cette grand-messe sportive parce que Brazzaville s'est forgée une solide réputation de terre d'accueil, de rencontres internationales et d'organisation à même d'en assurer le succès quelle que soit la nature ou la dimension de ces jalons de l'Histoire africaine contemporaine.

Le Congo, et sa belle capitale en parti-

culier, qui voit sa vocation et son statut de hub régional et continental s'affirmer au fil des réussites, a toujours su pousser ses frères du continent à se dépasser et à puiser au fond d'eux-mêmes pour relever les défis politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux, sportifs et autres. Les innombrables accords qui portent le nom de la ville ou qui y ont été négociés et conclus l'attestent.

L'heure est aux jeux et à la compétition loyale, à l'affrontement sain et à l'émulation entre la fine fleur d'un continent qui a tant donné à l'athlétisme et au sport mondial en général dans un site de rêve doté d'infrastructures aux normes de pointe qui feraient pâlir pas mal de meetings internationaux. Avec un investissement de plus de 400 milliards F CFA pour permettre à la jeunesse africaine d'évoluer dans des conditions sportives optimales pour s'exprimer, monter ses talents et donner la pleine mesure de ses capacités, les autorités congolaises, au plus haut niveau, ont veillé à ne lésiner sur rien pour que la fête soit totale et montrer que le continent mérite vraiment d'être qualifié de celui de tous les espoirs et de toutes les opportunités. Stades, gymnases, palais des sports,

complexes nautiques et autres infrastructures dans les règles de l'art sont ainsi offerts aux représentants des forces vives du continent, près de 8 000, avec la participation d'une cinquantaine de pays. Ses installations de pointe sont réparties sur et autour de Brazzaville. Mais c'est à Kintélé, dans la banlieue nord de la capitale, que se déroulera la majeure partie des compétitions.

Plus de 200 millions de téléspectateurs vont suivre les Jeux du Cinquantenaire. Le sport étant devenu un indicateur de développement important, et quand on sait le genre d'élan et de dynamique que l'organisation des manifestations sportives entraîne pour tous les secteurs d'activités, on comprend le souci et l'intérêt accordés par le Président Denis Sassou N'Guesso et son gouvernement à la réussite de ces jeux.

Le chef de l'État, qui a toujours pris les devants pour l'émancipation du pays et du continent en général, et qui veille personnellement au bon déroulement de l'évènement de Kintélé afin de montrer la voie encore une fois, poursuit ainsi la réalisation de sa vision et de ses ambitions pour l'Afrique qui l'a plébiscité comme son représentant pour le

développement durable.

Le tour de force de Kintélé en faveur du développement humain et du rayonnement du continent procède de la même vision globale et intégrée qui a donné lieu au projet avant-gardiste de « Terre d'École » qui sera, toujours sous la houlette du Congo, le fer de lance de l'Afrique et de son action à la COP21 de Paris sur le changement climatique en décembre prochain. L'Afrique n'a pas que des ressources, elle a aussi des réponses et des propositions innovantes.

L'idée du projet « Terre d'École » fait désormais des émules et sera à l'ordre du jour de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Rappelons qu'elle avait été lancée il y a plus de 30 ans par le Président et reprise pour le lancement à Rio au Sommet de la terre.

Aujourd'hui l'heure est aux jeux. Que les meilleurs gagnent mais aussi les autres ! Car, c'est tout le continent qui aura le mérite d'avoir participé, comme le disait si bien Pierre de Coubertin. Brazzaville, quant à elle, a déjà relevé son défi pour entrer dans les annales du sport mondial.

Maria Maylin

FONDS ROUTIER

50 milliards FCFA, un budget en regression pour l'exercice 2015

Revu à la baisse à cause de la chute du baril du pétrole, le budget annuel du Fonds routier pour l'année en cours est réduit à la somme de 50 milliards FCFA, contre 61 milliards au départ.

Une enveloppe destinée aux priorités telles: l'ouverture et l'entretien des routes dans le département de la Bouenza, la finalisation de quelques chantiers dans la Sangha et l'évacuation des dettes de certains opérateurs.

à les payer. La priorité sera mise sur les travaux d'ouverture et d'entretien des routes dans le département de la Bouenza, à cause de la municipalisation accélérée dont il sera bénéficiaire l'année prochaine », a déclaré le directeur général du Fonds routier, qui a ajouté :

Le budget du Fonds routier va de regression en regression. En 2014, le budget était fixé à 63 milliards FCFA. Une subvention qui ne correspondait pas, selon le directeur général du Fonds, aux charges de fonctionnement. Cette somme devrait permettre au ministère de l'Équipement et des Travaux publics d'achever les travaux relatifs à la municipalisation accélérée dans les départements de la Lékoumou, du Pool et des Plateaux, puis de poursuivre ceux engagés dans la Sangha et la Likouala.

Le gouvernement a engagé, depuis quelques années, un vaste projet visant à émailler le pays des infrastructures routières et d'équipements de qualité. L'objectif visé est de faciliter la mobilité des personnes et des biens d'un département vers un autre. De 2010 à nos jours, le pays dispose de 9000 km de routes aménagées ou en cours d'aménagement et 3500 km de routes bitumées sans compter celles qui sont en cours d'exécution

Lopelle Mboussa Gassia



Les participants

Le directeur général de ce Fonds, Élenga Obat Ndenquet, l'a annoncé à l'issue de la 13e session du comité de direction dudit Fonds tenue le 1er septembre à Brazzaville, « Nous n'engageons pas de nouveaux projets, car nous n'arriverons pas

claré le directeur général du Fonds routier, qui a ajouté : « Pour exécuter des travaux engagés à travers le pays et faire face surtout aux dettes, nous avons souhaité avoir un budget d'au moins 100 milliards FCFA. » « Mais hélas ! », a-t-il regretté.

NÉCROLOGIE

Jean François Miayoukou, Joséphine Loukouzi, Elise Bandoki, la famille Kindongo, les enfants et petits enfants Dioulou, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, père et grand-père,



Nicolas Dioulou. Décès survenu le vendredi 28 août 2015 à 2h00 des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire est située n°93 rue Cardinal Émile Biayenda, arrêt 3 Francs-PSP Mpissa. Les obsèques sont prévues pour le vendredi 4 septembre selon le programme ci-après :
- 9h00 : levée de corps ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial à Mpissa ;
- 11h30 : départ pour la paroisse Saint-François ;
- 12h00 : messe de requiem ;
13h30 : départ pour le village Mavouéla à Mbamou
Samedi 5 septembre
11h00 : enterrement dans le cimetière familial.

IN MEMORIAM

03 septembre 2013 - 03 septembre 2014, voici deux ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, ancien député du MCDDI de la 2^e circonscription de Mbanza-Ndounga.

La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, les enfants Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâces sera dite le mercredi 3 septembre à 06h00 en les paroisses Saint-Kizito à Makélékélé, Saint-Esprit de Mougali et dimanche 6 septembre à 11h00 à Saint-Esprit de Mougali.

Papa, nous ne t'oublierons jamais.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005-MEFPPI-PADE-CPM 2015

« Relatif au Recrutement d'un Cabinet de Consultants chargé d'élaborer la cartographie industrielle du Congo »



1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque Mondiale. Dans le cadre de l'exécution dudit projet, l'Unité de Coordination du Projet a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services relatifs au recrutement d'un Cabinet de Consultants chargé d'élaborer la cartographie industrielle du Congo.

2. L'objectif général de cette mission est de réaliser un recensement exhaustif et fiable des entreprises industrielles. Les objectifs spécifiques sont : Identifier et mettre en place un répertoire du parc industriel par département et par branche d'activités, recenser les projets, zones et/ou domaines et friches industriels retenus par les forums départementaux

3. La mission durera six (06) mois.

4. L'Unité de Coordination du PADE invite les cabinets de consultants intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services (brochures, références concernant

l'exécution de contrats analogues, expérience dans les conditions semblables etc.)

5. Sur cette base, un Cabinet de consultants sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011. La méthode de sélection retenue est celle fondée sur la Qualification des Consultants (QC).

6. Les Consultants intéressés doivent s'adresser à l'Unité de Coordination du PADE pour obtenir les informations complémentaires (TDRs notamment) relatives à cet avis au siège du projet sis 05 et 06, rue Isaac Locko, dans le secteur de Blanche Gomez ou par courrier électronique adressé à pade.pacade@yahoo.fr les jours ouvrables de 08 h00 à 15h00.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en Français, portées la mention « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet de Consultants pour l'élaboration de la cartographie industrielle du Congo » et déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessus citée au plus tard le Mercredi 16 septembre 2015.

Fait à Brazzaville le 31 Août 2015

Le Coordonnateur du PADE
Joseph MBOSSA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Je me dis que certaines candidatures (à l'élection présidentielle) relèvent de la provocation ou même de la témérité »

Ablassé Ouédraogo, président du Faso, candidat à la présidentielle du 11 octobre au Burkina Faso, RFI, 1er août 2015

« La démocratie a longtemps été liée à un culte de l'impersonnalité dans la mesure où la loi était plus importante. »

Pierre Rosanvallon, historien (France), Libération, 23 août 2015

« Le défi pour l'Afrique est d'améliorer son capital institutionnel et humain afin de saisir les opportunités offertes par la mondialisation, et juguler les menaces qu'elle pourrait représenter. »

Hicham El Moussaoui, docteur en économie et maître de conférences (Maroc), Libre Afrique, 27 août 2015

« Lorsque la liberté religieuse est niée, comme elle l'a été depuis des décennies dans certaines parties du monde musulman, la foi grandit dans l'ombre, la laissant à être interprétée par des chiffres non qualifiés et les plus radicales. »

Fethullah Gülen, prédicateur turc, Le Soleil, 1er septembre 2015

« J'imagine l'Afrique avec 200 ou 300 ans d'indépendance. Mais pour que ce rêve se réalise, il faut de l'éducation. Nous subissons beaucoup de choses parce que nous étions ignorants et endormis. La majorité d'entre nous ne sait ni lire ni écrire. »

Tiken Jah Fakoly, chanteur ivoirien, Humanité, 21 août 2015

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Cercle des grands amis entend apporter sa part de contribution

C'est ce qu'a annoncé le président de cette organisation non gouvernementale et apolitique, Bertrand Gomo Moukolo, le dimanche dernier à l'hôtel Phoenix de Brazzaville, à l'occasion de leur cinquième anniversaire célébré sur le thème « Aucun de nous, en agissant seul ne peut atteindre le succès ».

Créé le 29 août 2010 à Brazzaville comme une association à caractère social, le champ d'action du Cercle des grands amis (CGA) s'est élargi, le 6 juin 2014 en devenant une association à caractère socio-humainitaire et environnemental, a déclaré le secrétaire général de

savoir que par cet anniversaire, le CGA veut marquer sa satisfaction, à tous les ministères qui leur ont donné des attestations de reconnaissance. Avant de rappeler qu'à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, le 5 juin, le cercle n'a pas été en marge de cet évé-

les jours afin que la devise du cercle *Amour- Entraide- Développement soit une réalité et non un vain mot.* »

Trois prix ont été remis au cours de cette cérémonie à 21 membres du CGA. Il s'est agi du prix de la Participation financière donné à huit personnes ; du prix Amour et assiduité donné à sept personnes ; et le prix Riches interventions et opinions au cours des réunions, remis à six personnes. La soirée a été agrémentée par



photo de famille à l'issue de la cérémonie

cette ONG qui célèbre ses cinq ans d'existence, Zacharie Baviakana, en présentant sa carte de visite. À ce titre, le CGA est devenu une ONG apolitique qui se fixe entre autres objectifs : la lutte pour la protection et la restauration des espaces, ressources et milieux naturels, de la faune et de la flore et des équilibres écologiques ; la réduction des impacts du paludisme et du VIH/ Sida dans les campagnes de sensibilisation sur les moyens de prévention ; la lutte pour des meilleures conditions de vie, de travail et contre l'injustice sociale ; la mise en place des actions de solidarité en fonction des besoins spécifiques.

Dans cette même optique, les activités du cercle sont soumises au rythme de la musique religieuse et à la non-consommation des boissons alcoolisées. Le président de cette ONG, Bertrand Gomo Moukolo, a fait

ment. Une activité de salubrité a été réalisée aux abords de l'hôpital sino-congolais de Mfilou, une entité d'utilité publique qui apporte la bonne santé aux populations. De même, à l'occasion de la journée mondiale de l'aide humanitaire, le 16 août, le cercle s'est montré sensible en organisant une activité de remise d'un don de charité dans un orphelinat de Brazzaville. Ces activités dit-il, seront toujours dans le programme d'activités annuelles de ce cercle. Car, le CGA entend, dans sa marche active, apporter sa part de contribution dans les enjeux du changement climatique et des projets liés au développement durable.

Par ailleurs, le cercle a besoin de l'expertise et du soutien de tous pour mener à bien leurs missions, a précisé le président de cette ONG. « *Tenons bons, aspirons au mieux tous*

la scénette jouée par le groupe théâtral du CGA portant sur la philosophie de cette ONG qui prône les valeurs d'amour et cultive les vertus de bienfaisance en regardant vers le développement durable. Bref, le cercle lutte contre les antivaleurs. Il y a eu également la philosophie du cercle par le chant ; la projection du film ; l'animation Top model et les impressions des invités.

Notons que le CGA est basé à Brazzaville et représenté à Pointe-Noire. Elle est dirigée par trois organes, à savoir, le bureau exécutif, la commission de contrôle et de vérification et le comité des sages. La coordination de Pointe-Noire est dirigée par Jean Pierre Mahinga. L'assemblée générale du CGA se tient aussi bien à Brazzaville qu'à Pointe-Noire, chaque deuxième dimanche du mois.

Bruno Okokana

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes

3 jours

2 au 4 septembre 2015

Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements

4 jours

7 au 10 septembre 2015

Gestion comptable et financière des projets et programmes

5 jours

14 au 18 septembre 2015

Etude d'impact environnemental et social des projets

5 jours

21 au 25 septembre 2015

Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance

5 jours

28 septembre au 2 octobre 2015

***Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.**



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

COOPÉRATION

Le Congo et les États-Unis échangent sur la santé

La question a fait l'objet d'une séance de travail, le 31 août à Brazzaville, entre le sous-secrétaire d'État adjoint américain en charge de la santé, Mitchell I. Wolfe, et le ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi.

« Nous avons eu des discussions fortes et productrices. Nous avons parlé, entre autres, de la collaboration existante qu'il convient de renforcer afin qu'elle bénéficie à toute la population congolaise. Nous avons également parlé des Jeux africains et le sous-secrétaire adjoint s'est réjoui des préparatifs qui ont été faits dans le domaine de la santé. Nous collaborons déjà avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi) et le Fonds mondial. Donc il convient d'assurer que cette coopération existante fonctionne au mieux », a expliqué Mitchell I. Wolfe qui était accompagné de l'ambassadeur des États-Unis au Congo, Stéphanie Sullivan.

En effet, l'entretien entre les deux personnalités a porté essentiellement sur les conditionnalités de mise en œuvre des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme pour lesquels les États-Unis d'Amérique sont les premiers contributeurs. Les deux parties ont aussi évoqué la question de



Le ministre François Ibovi posant avec la délégation américaine et la représentante de l'OMS-Congo

la dette des cofinancements 2014 et 2015 à Gavi. Au plan bilatéral, les deux hommes ont posé les bases pour l'exploration de nouvelles pistes de coopération et de collaboration entre les deux gouvernements dans le secteur santé en vue de renforcer les programmes et le système

de santé congolais. De son côté, le ministre de la Santé a rassuré et informé la partie américaine des efforts que fournit le gouvernement congolais dans le but de réaliser les conditionnalités posées par cette institution afin de débloquent le décaissement des fonds destinés au

projet R9 composante VIH/Sida, actuellement suspendu. Le ministre François Ibovi a rassuré son interlocuteur

que la situation est en cours de règlement, car il s'agit de garantir la disponibilité des vaccins pour le Programme élargi de vaccination.

Des visites de terrain

Signalons qu'après être reçu par le ministre de la Santé, le sous-secrétaire d'État ad-

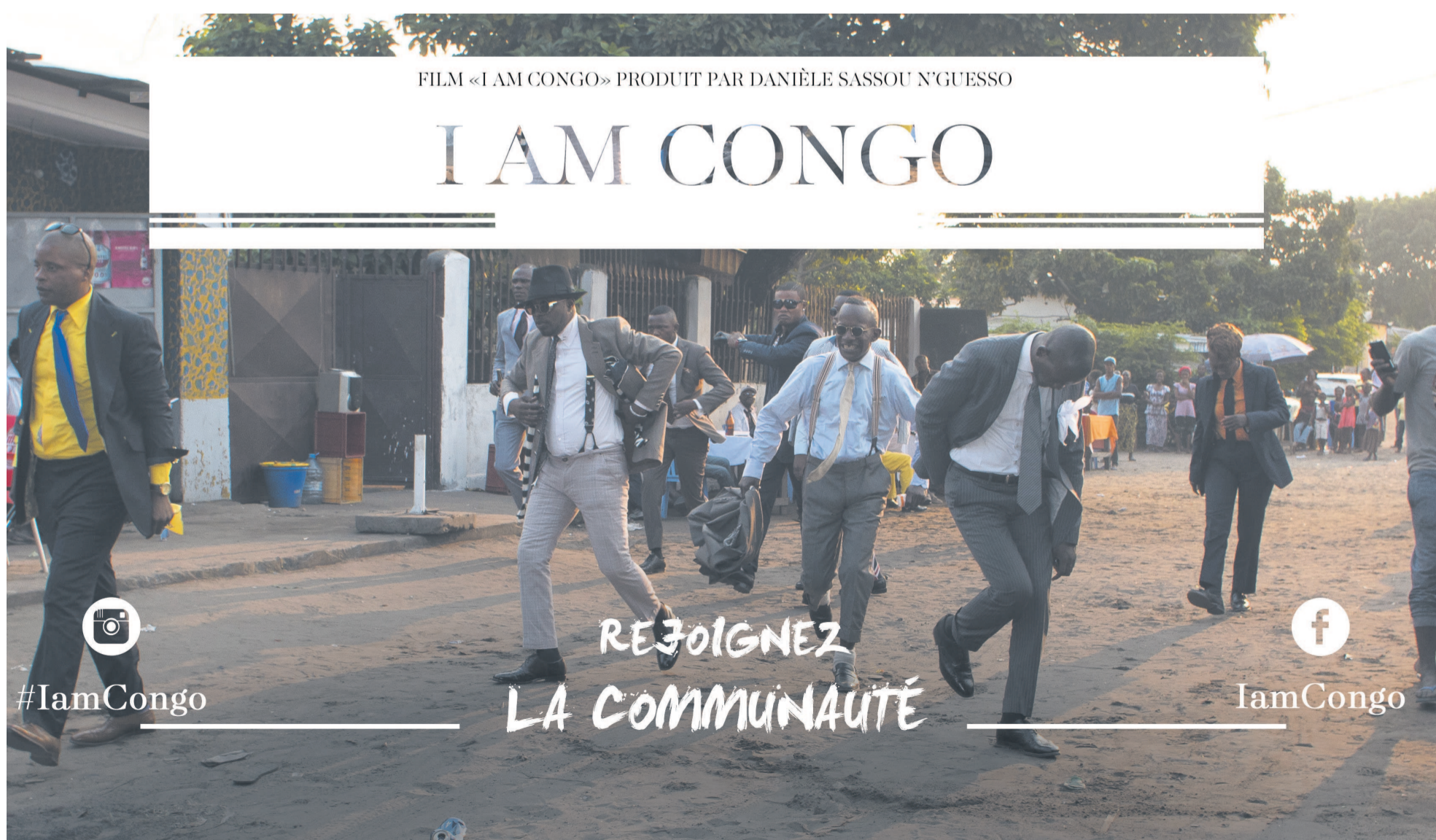
joint américain en charge des questions de santé a visité le Centre de santé intégré (CSI) de Bissita, dans le 2e arrondissement de Brazzaville, Bacongo, et le Réseau national des associations des positifs (Renapc). À Bissita, la délégation s'est fait une idée sur les conditions de travail des agents. Elle a visité le centre de dépistage anonyme et volontaire créé en 2004. Selon des statistiques fournies par le médecin chef, 35 680 personnes ont été dépistées entre 2004 et 2010 dont 3 045 déclarées positives. Au siège du Renapc, Mitchell I. Wolfe et sa suite ont eu une séance de travail avec l'équipe dirigée par Valérie Maba.

« C'est un réseau qui regroupe plus de vingt-huit associations dont neuf pour Brazzaville, cinq pour Pointe-Noire, le reste est partagé entre les autres départements. Pour nous, c'est un grand plaisir de recevoir la délégation du ministère de la Santé, car cela témoigne d'une bonne coopération. C'est également un honneur pour nous parce que vous avez souhaité nous rencontrer en tant que personnes vivant avec le VIH/Sida », s'est réjoui la présidente de cette ONG, Valérie Maba.

Parfait Wilfried Douniama

FILM « I AM CONGO » PRODUIT PAR DANIELÉ SASSOU N'GUESSO

I AM CONGO



#IamCongo

REJOIGNEZ
LA COMMUNAUTÉ

IamCongo

SANTÉ

45 agents relévés des caisses de l'hôpital général Adolphe Sicé

Cette décision a été officiellement rendue publique lors d'une réunion que l'Inspection générale de la santé a eu ce mardi 1er septembre avec l'ensemble des caissiers de cette structure sanitaire.

« Une baisse de productivité liée à une chute des recettes hospitalières était constatée depuis l'an dernier dans cet hôpital. Il y a une déperdition financière importante d'environ 20 millions de francs cfa chaque mois. Dans ces conditions, l'hôpital Adolphe Sicé se trouve asphyxié. En cinq mois au total, l'hôpital perd près de 100 millions de francs cfa alors que les traces de ces sommes figurent bel et bien dans les souches et reçus produits par des services de gestion des malades », a déclaré le professeur Roger Richard Bileckot, Inspecteur général de la santé.

L'orateur a précisé qu'il ne s'agit pas d'un licenciement des agents concernés, même si la culpabilité collective de ces caissiers est pratiquement établie, un auditeur ex-

terne interviendra dans les prochains jours en vue d'établir la responsabilité individuelle de chacun d'eux. « Les techniques d'investigation d'audit existent pour établir les faits, il n'est pas question de sanctionner de la même manière les caissiers qui ont pris des fortes sommes d'argent et ceux qui n'ont peut être rien pris. Nous ne voulons pas des agissements débordants de la part des agents concernés même si l'on a pu constater une certaine attitude de manque de considération », a-t-il conclu. Signalons que selon les services de l'inspection générale de la santé, les encaissements mensuels de l'hôpital général Adolphe Sicé oscillent entre 60 et 80 millions par mois. Cette séance de travail de l'Inspection générale de la santé



Une vue des caissiers de l'Hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire (ADIAAC photo),

fait suite à deux précédentes autres, il y a quelques mois à Pointe-Noire. Elles étaient basées notamment sur les approches de solution en

vue de réduire le taux de mortalité infantile et une autre sur la disponibilité des médicaments dans les hôpitaux publics, conformément

au message du chef de l'Etat et aux orientations du gouvernement de la République.

Séverin Ibara

DÉVELOPPEMENT

François Hollande va réformer l'aide au développement par le rapprochement de l'AFD et la Caisse des Dépôts

Lors de son discours du 24 août à l'occasion de la semaine des ambassadeurs, le président français, François Hollande a fait état de son intention de réformer l'aide au développement de la France en rapprochant l'Agence française et la Caisse des Dépôts

François Hollande a déclaré : « notre politique de développement doit changer, doit être réformée. Les outils au service de cette politique doivent être encore renforcés. J'ai donc décidé d'engager une réforme importante : le rapprochement de l'AFD du groupe de la CDC ». L'objectif étant de développer plutôt des prêts aux pays en développement, grâce à une mise en place d'« une véritable agence de financement comme d'autres États comme

l'Allemagne ou l'Italie l'ont fait avant nous, qui sera mieux dotée, mieux équipée, et liée aux collectivités locales et aux entreprises, comme la Banque publique d'investissement (BPI) », a-t-il dit.

Ajoutant que l'AFD sera dotée d'un nouveau projet « avec de nouveaux moyens, au service du développement, de la transition énergétique et du climat ». L'AFD a indiqué que « c'est une opportunité stratégique, permettant de dépasser à long terme la problématique de renforcement de ses fonds propres, par un adossement à la solidité financière du groupe Caisse des dépôts ».

La secrétaire d'Etat au Développement, Annick Girardin a déclaré de son côté qu'avec les objectifs de développement durable qui doivent être adoptés

en septembre à New-York et l'accord climatique de Paris en décembre, la France a besoin de « changer d'échelle [en permettant à l'AFD d'emprunter à des taux intéressants sur les marchés, en libérant de nouvelles capacités substantielles] et peut-être de méthodologie ».

Ces dernières années, la France n'a cessé de réduire son aide publique au développement passant sous la moyenne européenne, ramenant son Revenu national brut (RNB) alloué à l'aide au développement à 0,36% du Produit intérieur brut (Pib). Un recul qui risque de faire mauvais ménage avec la tenue en septembre de l'Assemblée générale des Nations unies qui adoptera les futurs objectifs de développement durable (ODD), et la COP21 qui se déroulera en décembre à Paris.

Noël Ndong

FAMINE DANS LE MONDE

La FAO vole au secours des petits agriculteurs africains

Face au grave risque de famine qui menace certains pays africains notamment l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan du sud, l'institution onusienne a indiqué le lundi 31 août, qu'un programme d'aide fournissant des formations, financement, l'accès à la terre et aux marchés à certains pays sensibles est lancé.

La semaine écoulée, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a, à maintes reprises, tiré sur la sonnette d'alarme déplorant le sort de plusieurs millions de personnes en Afrique exposés à la famine et la disette. L'Ethiopie, averti l'ONU, est le plus exposé, avec environ 4,5 millions d'Ethiopiens qui vont devoir être soutenus, soit près de 5% de la population totale du pays. La Somalie avec 2,3 millions et le Soudan du sud plus de 2 millions, sont les plus vulnérables.

« La FAO et l'organisme suédois de coopération pour le développement We Effect ont signé un accord de collaboration visant à renforcer les organisations de petits producteurs forestiers et agricoles dans les pays en développement en leur fournissant un accès à la terre et aux marchés et en améliorant les moyens d'existence de leurs membres », a précisé un communiqué de la FAO. Les Kenya, Malawi et Zambie, grâce à leur situation géographique et leur potentialité en matière agricole, ont été sélectionnés par le programme.

Les partenaires onusiens vont s'appuyer sur les coopératives et les organisations de producteurs locales

qui ouvrent déjà dans le cadre de lutte contre la famine. Nonobstant, les apports sus cités, la FAO pourra faciliter l'offre « d'emplois dignes et des solutions inclusives aux inégalités sociales et entre hommes et femmes, dans l'agriculture comme dans la foresterie », a déclaré le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Par ailleurs, « les centaines de milliers d'agriculteurs pourront accroître leurs revenus, de nouer des liens avec les décideurs et d'avoir de meilleures occasions d'améliorer leurs conditions de vie », a dit le responsable de l'organisme We Effect en charge du projet, Anneli Rogeman. Les organisations rurales et les institutions militant au profit de l'émancipation des populations rurales pauvres, les femmes et d'autres personnes vulnérables, seront de plus en plus soutenues.

Combattre la faim dans le monde et surtout en Afrique, nécessite des actions coordonnées en faveur des organisations de producteurs, à renforcer leurs structures de gouvernance interne et à développer leurs capacités à défendre leurs droits au niveau de la communauté et des instances de décisions politiques.

« Les agriculteurs familiaux et leurs associations de producteurs ont un rôle central à jouer dans la revitalisation des économies rurales. Si elles sont bien organisées, elles peuvent faire entendre leurs voix et contribuer directement au débat politique et au processus décisionnel », a martelé José Graziano da Silva.

Fiacre Kombo

SANTÉ

Un nouveau cas d'Ebola identifié en Sierra Leone

Après deux semaines sans infections, l'Afrique de l'Ouest n'en a pas fini dans sa lutte contre le virus Ebola. Un nouveau cas d'infection a été détecté chez une femme décédée le 28 août en Sierra Leone, quatre jours après la sortie d'hôpital du dernier malade traité et guéri dans le pays.

Peu avant, la Sierra Leone a célébré un événement important. Pour la première fois depuis plus d'un an, il n'y avait dans le pays aucune personne traitée pour la maladie à virus Ebola et aucun cas confirmé.

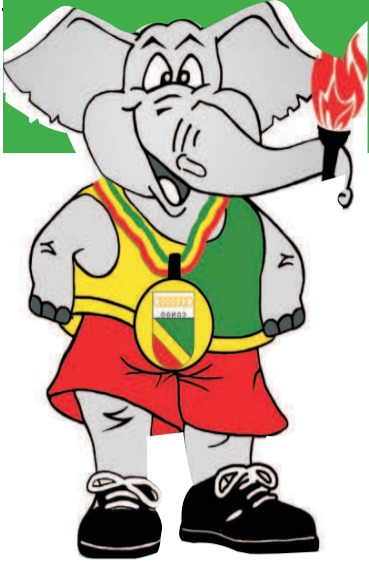
A cette occasion, le président sierra-leonais Ernest Bai Koroma avait tout de même prévenu qu'« Ebola n'est pas encore fini ». Il avait en effet rappelé qu'on ne pouvait pas considérer que la transmission du virus Ebola était terminée en Sierra Leone « tant que l'OMS n'a pas

déclaré que quarante-deux jours se sont écoulés sans nouveaux cas ». Commencé le 25 août, ce décompte s'est subitement arrêté.

Seule bonne nouvelle dans cette histoire, le Centre national de contrôle d'Ebola (NERC) a indiqué qu'une équipe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) séjourne actuellement en Sierra Leone pour expérimenter un vaccin contre Ebola testé avec succès en Guinée.

Pour rappel, cette épidémie qui a touché l'Afrique de l'Ouest est la plus grave depuis l'identification du virus en Afrique centrale en 1976. Depuis fin 2013, elle a fait environ 11 300 morts sur un peu plus de 28 000 cas recensés, pour l'essentiel en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia, d'après l'OMS.

Yvette Reine Nzaba



JEUX AFRICAINS 2015 À BRAZZAVILLE

Images de la cérémonie d'inauguration du Complexe sportif de Kintélé



Couure du ruban symbolique par le chef de l'État



Léon Alfred Opimbat



Jean-Jacques Bouya



Jean-Michel Sanha



Vue extérieure du stade



Décoration de la partie chinoise



Le public sportif congolais



Match Congo-Ghana

INFRASTRUCTURES

Le Complexe sportif de la Concorde inauguré par le président de la République

Denis Sassou N'Guesso a procédé, le 1^{er} septembre, à l'inauguration des installations destinées aux 11^{es} Jeux africains soit à trois jours de leur ouverture officielle.

Pour la construction de ses infrastructures, le gouvernement congolais a investi, selon Jean Jacques Bouya, ministre à la Présidence, de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux près de 510 milliards. Un coût qui intègre bien entendu les quatre complexes de proximité construits dans les arrondissements de Brazzaville.

Environ 4500 ouvriers ont été mobilisés pour les travaux qui ont duré vingt-sept mois. « D'avril 2013 à Juillet 2015, durant vingt-sept mois, les expertises multiples, variées et complémentaires se sont mêlées et frottées entre elles pour inventorier les défis, les assumer et dessiner la technologique qui fait la beauté de l'œil », a commenté Jean Jacques Bouya.

Construit sur une superficie de 903,767 m², le complexe sportif de la Concorde comprend un stade de football et d'athlétisme de 60.050 places, un palais des sports de 10146 places et un complexe nautique de 2028 places, un terrain de beach volley, un terrain de beach football, un terrain de handball, des cours de tennis et de basket, des terrains annexes d'entraînement et d'échauffement, un centre média et administratif, un hôtel 4 étoiles, un centre de restauration, un centre d'exposition.

Le stade de football dispose d'une tribune périphérique à trois niveaux entièrement couverte avec 542 places pour la loge officielle et 1180 places pour les autres VIP. Il est doté des aires de lancer marteau, disque, javelot, saut en longueur, triple saut,

rivière steeple. En plus des vestiaires, des salles d'exercices et d'échauffement, des salles de bain, de massage, sauna et infirmerie, ce stade est équipé des salles pour les médias, les arbitres. Ce stade, a souligné Jean Jacques Bouya, « figure parmi les dix plus grands du continent ».

Le palais des sports, outre sa capacité de plus de mille places, dispose de cent soixante places dédiées aux VIP. Il a un terrain principal, deux terrains d'échauffement pour les disciplines sportives se pratiquant dans les salles telles que le basket-ball, la gymnastique, les arts martiaux et le tennis de table. Le Complexe nautique dispose d'un bassin de compétition de 50mx25x3 doté d'équipement ultramodernes pouvant accueillir les épreuves de natation, walter Polo et natation synchronisée. Il a aussi un bassin d'échauffement et un bas-

son de plongeon. Un hôtel 4 étoiles est prévu à l'intérieur du complexe pour garantir la proximité des officiels. C'est un bâtiment de cinq étages, a souligné, le ministre à la Présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux. Sa capacité est de cent chambres standards, une salle de conférence de deux cents places et une salle de banquet de cent places, un restaurant de soixante places. « En cas d'évacuation d'urgence vers un centre hospitalier, un hélicoptère », a expliqué Jean Jacques Bouya.

En dehors du complexe, il a été construit quatre gymnases de trois mille places chacun à travers la ville. Le village des jeux, délocalisé sur le site de l'université Denis-Sassou-N'Guesso, est prêt à accueillir huit mille athlètes. Le stade Al-

phonse-Massamba-Débat a été entièrement rénové avec une pelouse synthétique de cinquième génération, fruit d'un partenariat entre la Fédération congolaise de football et la Fifa. Le stade d'Ornano également rénové et couvert dispose désormais de 1350 places

Pour le ministre des Sports et de l'Éducation physique, la mise en service des ouvrages destinés aux Jeux africains est un élément de réponse que le gouvernement congolais a donné au cahier des charges prescrit par la commission de l'Union africaine. Léon Alfred Opimbat a assuré que les infrastructures appellent la performance. « L'installation sportive constitue pour l'athlète l'élément essentiel de la construction de la performance sportive », a-t-il dit.

James Golden Eloué
et Rominique Nerplat Makaya

JEAN-JACQUES BOUYA

« Les expropriés de Kintélé seront tous indemnisés »

Le ministre en charge des Grands travaux s'est voulu rassurant le 1^{er} septembre à l'endroit des personnes ayant perdu leurs propriétés foncières dans la zone de construction des infrastructures des Jeux africains à Kintélé.

Dans son discours de circonstance à l'occasion de l'inauguration du Complexe sportif de la Concorde de Kintélé, Jean-Jacques Bouya a affirmé la volonté de l'État à poursuivre le paiement des indemnités amorcées depuis quelques mois.

« Notre pensée va vers les propriétaires des terrains, expropriés pour cause d'utilité publique. Leur compréhension républicaine a montré que les effets de la conjoncture qui nous cisailent sont entendus au-delà de l'administration publique. Néanmoins 44 milliards de francs Cfa estimés aux expropriations sont en cours de paiement. Nous tenons ici à rassurer nos frères et sœurs concernés que le gouvernement de la République poursuivra l'effort de paiement de manière certaine et sans relâche jusqu'au dernier exproprié », a-t-il lancé.

Le 26 août dernier, des propriétaires de parcelles de terrains expropriés de périmètres des infrastructures des Jeux africains avaient organisé un sit-in devant le ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux. Au centre de leur revendications : l'indemnisation de leurs terrains occupés par l'État, il y a trois ans, pour construire le village olympique, notamment.

« Ça fait trois ans que l'État a occupé nos terrains contre notre volonté. Pour nous calmer, les autorités avaient promis verser de l'argent aux intéressés. Mais rien ne se fait visiblement. Car, depuis trois ans, sur 8000 personnes à indemniser, moins de 300 ont reçu de l'argent. C'est méchant ! », déplorait alors l'un des manifestants.

Selon un autre présumé exproprié, les autorités avaient promis de verser de l'argent aux intéressés, sur 8000 personnes à indemniser depuis trois ans, moins de 300 ont reçu de l'argent. « Si cette situation ne se débloque pas avant le lancement des jeux, nous empêcherons le bon déroulement des activités », lançait-il. Les forces de l'ordre descendues urgemment sur le lieu de la manifestation avaient fait usage de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants ce jour-là.

Thierry Nougou

MATCH INAUGURAL DU STADE DE L'UNITÉ

Les Diables rouges s'inclinent face aux Black stars

Le onze national congolais a courbé l'échine 2-3 devant les Ghanéens ce 1^{er} septembre dans un match inaugural qui comptait aussi pour la journée Fifa.

Les Diables rouges devraient attendre encore un peu plus longtemps pour venir à bout des Black stars. Jamais les Congolais n'ont battu les Ghanéens sur l'ensemble de leurs confrontations. Le match amical et inaugural du stade de l'Unité qui les a opposés à Kintélé l'a encore prouvé. Pourtant les Diables rouges ont bien abordé la rencontre. Dans les dix premières minutes, ils ont acculé les Ghanéens les obligeant de jouer dans la moitié de leur camp. Mais la domination congolaise n'a pas duré longtemps. À la treizième minute Richmond Yiadom ouvre la marque en faveur du Ghana. Un but validé par l'arbitre alors que son coéquipier sur la ligne de touche, plus prêt de l'action, avait signé hors jeu. Le même joueur ghanéen revient à la charge plus tard en doublant la mise 2-0 à la pause pour les Ghanéens. De retour des vestiaires, le sélectionneur congolais, Claude Le Roy, a procédé à des changements visant à apporter plus d'animation offensive. Moïse Nkounkou, Kader

Bidimbou, Junior Makiese, Hardy Binguila, entre autres, ont fait leur entrée. La physionomie du match a complètement changé. Les Diables rouges ont repris de l'ascendant sur les Black stars poussés par un public héroïque. À la cinquante-quatrième minute, Marvin Baudry a réduit la marque. Trente-sept minutes plus tard, Hardy Binguila a

congolais, Christoffer Mafoumbi, pour permettre de sceller définitivement sa victoire : 3-2.

Malgré la défaite, le public sportif congolais est sorti du stade de l'Unité satisfait du niveau technique notamment des Diables rouges U-23 qui, entrés en deuxième mi-temps, ont changé le cours du match. Ces joueurs qui défendent les couleurs



Le but congolais inscrit par Marvin Baudry

inscrit le deuxième but congolais ramenant ainsi les deux équipes à égalité. Malheureusement, la joie des Diables rouges n'a été que de courte durée puisqu'à la quatre-vingt-treizième minute, Jordan Ayew a pris à contre pied le portier

du Congo aux 11es Jeux Africains à domicile ont donné au public l'espoir sur une médaille d'or pour ces Jeux. Il faut attendre pour voir si cela va se confirmer ou pas.

J.G.E. et
R.N.M.

DÉCOUVERTE

L'artiste-comédien ivoirien Michel Bohiri impressionné par la galerie « Bassin du Congo »

En séjour à Brazzaville dans le cadre d'un tournage cinématographique, l'acteur de la série « Ma famille », Michel Bohiri a visité ce lundi 31 août la galerie Bassin du Congo. Il a livré ses impressions aux Dépêches de Brazzaville. Suivez.

LDB : Michel Bohiri, pourrait-on avoir une idée sur le mobile de votre séjour à Brazzaville ?

MB : Je suis arrivé à Pointe-Noire depuis le 18 août, pour le tournage d'un nouveau film. Nous sommes arrivés ce jour à Brazzaville, pour justement finaliser le tournage. On est presque à la fin du tournage comme on devait terminer dans des décors qui se situent à Brazza, c'est pourquoi je suis là. S'il plait à Dieu, le 4 septembre prochain nous allons retourner à Abidjan.

Pour l'instant, le séjour se passe bien, puisque j'ai retrouvé une belle ambiance. Je suis content de retrouver mes vieux amis notamment le grand artiste peintre congolais, Henri Pella-Yombo. C'est surtout grâce à lui que j'ai découvert le Congo. En tout cas, quand je viens ici, je ne me sens pas dépaycé.

LDB : Les admirateurs ne retrouvent plus sur le marché de nouvelles saisons de « Ma famille », la série est-elle bouclée ?

MB : Je pense que la réflexion continue autour d'une éventuelle suite de séries. J'ai souhaité qu'on suspende la production en raison des difficultés techniques que nous rencontrons en ce moment. De toute façon, la productrice

nous a rassurés, depuis un certain temps, que la reprise va bientôt être effective. Donc, j'appelle nos admirateurs à un plus de patience d'ailleurs eux-aussi nous manquent beaucoup. La reprise va se faire.



Michel Bohiri visitant la galerie Bassin du Congo

LDB : Qu'avez vous retenu de la visite guidée que vous venez d'effectuer à la galerie Bassin du Congo ?

MB : Du point de vue culturel, le musée « Bassin du Congo » est très riche. J'ai visité la galerie Bassin du Congo, c'est à la fois impressionnant et émouvant. Parce que pendant la visite, j'ai vu les œuvres d'un peintre qui n'est plus de ce monde. Cela m'a impressionné. Des générations en générations vont venir découvrir tout ce qu'ils ont

laissé. Il faut bien les préserver. On peut imiter ces œuvres, mais on ne pourra pas reproduire textuellement ce qu'ils ont fait.

La première fois que j'ai vu les tambours de Brazza, j'ai été émerveillé.

Quand on voit tout ça, on a envie de connaître ce peuple.

LDB : Vous avez un message à lancer à l'endroit de nos lecteurs ?

MB : Je souhaite la paix au Congo. Pour quelqu'un qui a connu les âpres de la turbulence dans son pays, et qui a dû se déplacer malgré lui pour éviter certaines choses, je ne peux que souhaiter de la paix. Il faut que la raison habite le peuple congolais.

Fiacre Kombo

DIVENIÉ

La population sensibilisée à la sauvegarde du patrimoine culturel

Jean Jacques Mboundou, directeur départemental du Patrimoine et des Archives au Niari, a effectué du 25 au 29 août une mission de travail à Divenié, au cours de laquelle il a invité les habitants de cette localité à protéger le patrimoine culturel immatériel.

Durant cinq jours, le directeur départemental du Patrimoine et des Archives s'est entretenu avec les chefs des sept quartiers de Divenié, les représentants des groupes de danses traditionnelles, les guérisseurs, les nzonzi afin de les tenir informés de l'inscription de leur patrimoine culturel sur la liste représentative de l'humanité, dont ils sont possesseurs. Satisfait de cette collaboration, le directeur s'est dit content de sa mission : « Je suis heureux du résultat obtenu au cours de cette mission. Les chefs des quartiers et praticiens ont approuvé l'idée d'établissement des inventaires des éléments du patrimoine culturel immatériel dont ils sont détenteurs. J'espère que le premier élément du Congo à inscrire sur cette liste sortira de cette communauté ».

Les communautés et praticiens de Divenié ont émis le vœu selon lequel les danses de Mukudji appelées couramment Mbouanda, les techniques de guérison des fractures et entorses, les rites de guérison de jumeaux, les techniques de chasse et de pêche, le droit coutumier des nzebi, punu et vumbu soient inscrits en premier lieu. Ces inventaires permettront non seulement à identifier et à mettre en valeur ces éléments pour les promouvoir, mais aussi à renforcer les capacités de ces communautés et praticiens. Pour Gilbert Wassi, président du comité de quartier Boundza, qui a apprécié l'initiative, ces valeurs ancestrales sont en voie de disparition, il faut vite agir pour sauvegarder le peu qui reste. Signalons, par ailleurs, qu'une prochaine mission est prévue pour décembre prochain.

Rosalie Bindika

EXPO

L'Angola cartonne toujours

Deux pays africains continuent de « cartonner » à l'Exposition universelle de Milan : l'Angola et le Zimbabwe.

À très exactement deux mois de la clôture de l'Exposition universelle de Milan (ouverture : 1er mai – clôture 31 octobre), la manifestation continue de confirmer que l'Afrique y avait vraiment sa place incontournable. Et si le temps des bilans viendra fatalement, pays par pays, les tendances sont d'ores et déjà fixées et donnent une idée précise de ce qui a porté le continent à ce carrefour des idées et des talents. Il ne s'agissait pas seulement de venir s'y faire voir. Il y avait aussi à dire et montrer au monde entier, à commencer par le monde italien qui parfois marque des lacunes dans la connaissance du continent qui lui est le plus proche géographiquement.

Le thème de l'Expo s'y prête d'ailleurs tout à fait excellemment. « Nourrir la planète, Energie pour la vie » semble avoir

été pensé en effet pour cette Afrique sur laquelle se portent les regards de compassion dès lors qu'on parle de famine et de mal-développement dans des pays regorgeant de ressources mais peinant à s'assurer un plat de haricot au quotidien ! Les pays sont venus, porteurs de leurs projets sur comment ils nourrissent leurs populations. Producteurs de tubercules, de céréales, de café et/ou de cacao sont venus à Milan montrer leurs savoirs et leurs savoir-faire en la matière.

Le Zimbabwe a ainsi pris une part importante au business forum tenu lundi dans la capitale économique italienne. L'initiative revient à la chambre de commerce de Milan qui a programmé d'autres journées du genre : Somalie (3 septembre), Gambie (4 septembre), Kenya (9 septembre), Bénin (11 septembre),

République démocratique du Congo (15 septembre), Togo (24 septembre), Mozambique (25 septembre) pour se terminer par la Côte d'Ivoire, le 5 octobre. À cette vitrine exceptionnelle où les décideurs africains



rencontrent les investisseurs italiens s'ajoutent les journées de l'Afrique sub-saharienne, du 18 au 19 septembre. Il s'agit de deux jours de conférences et de rencontres d'affaires impliquant un total de 350 entreprises italiennes et européennes. Machineries et produits de l'industrie chimique qui sont en tête

des exportations italiennes seront présentes au cours de ces journées.

Mais l'Afrique a aussi moins réussi la gageure d'attirer l'attention sur au moins ses expériences à succès. Le Zimbabwe a réus-

si, comme a reconnu un expert zambien, à imposer une mode alimentaire qui va faire tendance. En proposant un « safari alimentaire » le 31 août, il a confirmé le succès de pénétration dans le marché alimentaire italien (pour le moment) de sa cuisine prêt-à-manger à base de produits exotiques. Ses sandwiches

au crocodile et son zebra burger sont des produits qui s'écoulent désormais... comme de petits pains ! Les glaciers géantes de steaks de zèbre quittent chaque semaine Harare pour la plaine du Rho par avions entiers.

De son côté, l'Angola fait l'unanimité pour avoir présenté le pavillon africain le mieux pourvu. Construit en matériaux durables locaux angolais, il présente le large éventail d'un pays connu pour être le deuxième producteur africain de pétrole, mais dont les ressources vont pourtant du diamant au cuivre et à l'étain. Sans parler du fait que cacao et café sont aussi des richesses traditionnelles de l'Angola, et que les longues années de guerre civile ont failli occulter. Aujourd'hui, aux portiques d'entrée à l'Expo, la question qui revient aux lèvres des visiteurs locaux ou lointains est : « le pavillon angolais, c'est par où ? ». Une fierté africaine assurément !

Lucien Mpama

11^{ES} JEUX AFRICAINS

Le groupe Bolloré offre 64 véhicules électriques au Comité d'organisation

Ces véhicules 100% électriques et écologiques, qui fonctionnent à base de l'énergie solaire, ont été remis au Comité d'Organisation des jeux africains (Coja), le 28 août, par le Directeur Général Pays du groupe Bolloré, Pierre BELLEROSE. Ces moyens électriques lancés sous le label Bluecongo, serviront à transporter, durant toute la période de compétition, les athlètes et officiels d'un point à un autre, au sein du complexe et vers le village olympique où ils seront logés.

Leader mondial des composantes électriques, le groupe Bolloré a remis au total soixante-quatre véhicules, 100% électriques à la disposition du Coja. Dans ce lot de voitures, on dénombre 50 voitures et 14 bus tous non polluants. Ces moyens roulants encore flambants neufs, très innovants et de dernière génération, fonctionnent spécifiquement à base de l'énergie solaire. Un grand nombre de ces bus seront mis en circulation au sein du complexe sportif de Kintélé, dans l'objectif de faciliter le transport des athlètes et des officiels d'un site à l'autre. D'autres par contre, feront la navette entre

batteries 100% françaises, conçues par le groupe Bolloré», a précisé le Directeur Général pays du groupe Bolloré, Pierre BELLEROSE. Cette batterie, pourvue d'une autonomie exceptionnelle, permet à la voiture de parcourir environ 250 km à une vitesse maximale de 130 km/h, dans les conditions de sécurité maximale, sans consommer de combustibles fossiles, ni provoquer une pollution directe. Les bus quant à eux, peuvent rouler jusqu'à 120 km, sans se décharger à une vitesse maximale de 70 Km/h. Ces batteries ont une durée de vie allant de 10



Photo des responsables lors de la conférence de presse Général du groupe français, Vincent Bolloré, dans une allocution télévisée, Bluecongo envisage très prochainement de développer un projet de grande envergure qui concerne de l'électrification

Qatar ont lancé Bluecongo, une joint-venture (association de type économique dans laquelle les partenaires partagent les risques et les frais) ayant pour vocation de développer des infrastructures de



Une borne de recharge



Bus et voitures électriques

le stade et le village olympique, érigé au chantier de l'Université Denis Sassou N'Gusso. D'après les caractéristiques techniques glanées à cet effet, ces voitures innovantes sont équipées de batteries LMP (Lithium Métal Polymère). Une technologie unique au monde, conçue et développée par le groupe Bolloré. Cette batterie spéciale, totalement sèche, est dotée d'une puissance hors pair, ainsi que d'une forte densité énergétique, offrant à ces voitures écologiques de nombreux avantages sécuritaires, quelles que soient les conditions climatiques. «Ces batteries sont fabriquées dans trois usines au monde dont deux en Grande Bretagne et une à Montréal au Canada. Les bus sont faits en Grande Bretagne, et les voitures sont rassemblées en Italie, avec des

à 13 ans. Pour permettre à ces véhicules de s'approvisionner chaque jour, il a été installé sur le parking du complexe sportif, un dispositif technique impressionnant, composé de 4 stations, équivalant à 1400 m de panneaux solaires. Ces panneaux solaires installés à l'air libre, ont pour rôle de capter l'énergie solaire, pour l'envoyer dans six batteries spéciales qui y sont également installées. L'énergie captée est ensuite envoyée et/ou stockée dans 80 bornes de recharge. Il s'agit d'une sorte de pompes placées au même endroit pour permettre aux véhicules de s'approvisionner de nuit comme de jour. Au cours de la conférence de presse, Pierre BELLEROSE a annoncé que le groupe Bolloré en collaboration avec le

transport électrique et des systèmes de production d'énergie propre au Congo, ceci pour appuyer la vision du pays par l'apport de technologies propres, respectueuses de l'environnement. Après les jeux africains, Bluecongo mettra ces mini-bus qui peuvent embarquer environ 20 passagers, en circulation à Brazzaville et Pointe-Noire. «Nous sommes en discussions avec les autorités congolaises, de façon qu'après les 11^{es} jeux africains, ces bus électriques servent au transport urbain dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire. Nous ne sommes pas encore prêts à vendre au Congo, parce que nous voulons encore les tester longtemps», a renchéri Pierre BELLEROSE. Réceptionnant le don, le vice-président du Coja, Emile Bakalé s'est dit comblé de joie, d'autant que ces moyens roulants leur permettront de mieux s'organiser, en ce qui concerne le déploiement des athlètes et officiels dans le site. «Les 50 véhicules et 14 bus que Bluecongo nous offre, vont aider le comité d'organisation des jeux africains, en ce qui concerne le transport. Notre partenariat avec Bolloré ne se limite pas seulement qu'aux jeux africains, il nous accompagne aussi au plan de la communication», s'est-il réjoui. Dans son programme d'investissements futurs, a annoncé le Président Directeur

de la ville d'Impfondo, dans le département de la Likouala à partir des panneaux solaires. Pour parvenir à électrifier cette localité, Bluecongo devra installer plusieurs panneaux solaires sur un espace comparable à un terrain de football, afin de capter l'énergie et la redistribuer sur le réseau. En outre, des salles de cinéma seront construites à Brazzaville, dans lesquelles seront projetés les grands films. L'objectif étant d'identifier les talents à travers tout le Congo, et les mettre en avant dans d'autres pays du monde, comme en France, aux États Unis ou au Canada. Créé en 1822, le groupe Bolloré est classé parmi les 500 plus grandes compagnies au monde. Il œuvre depuis plus de vingt-cinq ans de se diversifier, question d'assurer une meilleure répartition des risques. Grâce à sa stratégie de diversification basée sur l'innovation et sur le développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans chacune de ses activités rassemblées autour de trois pôles, le Transport et la Logistique, la Communication et médias ainsi que le Stockage d'électricité. L'international groupe Bolloré emploie à ce jour plus 2000 personnes.



Panneaux solaires voltaïques

TONY C. BOLAMBA

« À chaque changement brusque en Afrique, la démocratie régresse »

Sorti de sa réserve, le président du Mouvement pour le Congo (Moco) commente l'actualité politique de la RDC tout en réagissant sur la non-validation par la Cour constitutionnelle burkinaise des candidatures de plusieurs anciens dirigeants et cadres du parti de Blaise Compaoré pour les prochaines législatives.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment réagissez-vous aux dernières décisions du Conseil constitutionnel du Burkina Faso sur la non-éligibilité de certains proches de Blaise Compaoré aux élections législatives du 11 octobre 2015 ?

Tony Cassius Bolamba : Quand j'insiste que nous puissions aller aux élections apaisées, c'est justement pour éviter de tomber dans ces genres de travers. Au Burkina, le président Blaise Compaoré a démissionné de ses fonctions présidentielles. Conformément à la Constitution burkinaise, c'est le président de l'Assemblée nationale qui devait diriger le pays eu égard à la vacance observée à la présidence. En lieu et place, on a rafistolé une transition avec un président. Ce qui est anticonstitutionnel. Quand il y a des changements brusques en Afrique, nous tombons souvent dans l'anticonstitutionnalité. C'est avec regrets que j'ai appris que les anciens dignitaires du régime Compaoré et les anciens parlementaires ayant soutenu le changement constitutionnel ne seront pas autorisés à participer aux élections. C'est une décadence de la démocratie.

LDB : Vous soutenez donc l'illégalité de la décision du Conseil constitutionnel du Burkina ?

TCB : Chaque pays est libre de soutenir chaque action politique ou chaque loi qui rentre dans la légalité. J'ai lu et relu la Constitution du Burkina Faso, je n'ai pas vu d'article où on interdisait aux parlementaires ou aux citoyens burkinabé de prendre position. Nous voulons la démocratie mais



Tony Cassius Bolamba

nous devons nous en tenir au strict respect des lois démocratiques. Je pense que le Conseil constitutionnel du Burkina est dans l'erreur. Il doit rectifier le tir parce qu'à chaque fois que certains sont écartés du jeu politique, cela crée des frustrations surtout lorsqu'ils estiment que leur marginalisation est illégale. Cela nous crée toujours des problèmes en Afrique.

LDB : Quel crédit peut-on finalement accorder aux cours constitutionnelles souvent présentées comme inféodées aux pouvoirs en place ?

TCB : Je ne dirai pas qu'elles sont inféodées aux régimes en place. Cela dépend de la manière dont elles tranchent certaines décisions. Gare aux jugements subjectifs et sans fondements. C'est sur la base des décisions qu'elle apprend que nous pouvons porter un jugement sur sa politisation ou pas. Nous ne pouvons pas émettre des jugements tant que nous ne sommes pas encore devant les faits. C'est

manquer de bon sens. Je crois à la hauteur et à l'indépendance d'esprit incarnées par les éminentes personnalités qui composent la Cour constitutionnelle de la RDC.

LDB : Que vous inspire la perspective de nomination des futurs gouverneurs de nouvelles provinces en lieu et place de leur élection ?

TCB : Ce n'est pas prévu dans la Constitution. Je crois que nous irons aux élections. Présentement, nous ne sommes pas encore dans ce cas de figure. Au cas où cela aurait lieu, nous tirerons les conséquences. Certes, je ne suis pas d'accord avec la manière dont le pays est gouverné depuis dix-huit ans maintenant mais je reste républicain. Raison pour laquelle je crois beaucoup aux élections.

LDB : L'impasse persiste par rapport à l'élection de nouveaux gouverneurs.

TCB : Les députés provinciaux sont effectivement hors man-

dat. Nous aurons des élections provinciales pour bientôt. Cela fait depuis longtemps qu'ils sont hors délai constitutionnel et qu'ils votent les gouverneurs, pourquoi va-t-on en faire un problème maintenant alors que ça toujours fonctionné ainsi ? Nonobstant le fait que les assemblées provinciales actuelles sont hors mandat depuis un temps, il est souhaitable qu'elles élisent les nouveaux gouverneurs même provisoirement au lieu qu'ils soient nommés de sorte que nous restions dans l'esprit du cadre constitutionnel.

LDB : Êtes-vous partie prenante au dialogue national en vue ?

TCB : Dans une République, nous devons toujours dialoguer, quels que soient les circonstances, les événements et les moments. Nous traversons une période très complexe de l'histoire de notre pays avec la présidentielle prévue pour 2016. Nous sommes au dernier mandat constitutionnel du président de la République et le dialogue est important pour que nous puissions parler de l'apaisement des esprits. Ce dialogue est très important pour que nous puissions atterrir en douceur devant les événements et les péripéties qui surviendront au pays. Ceux qui refusent le dialogue, j'estime qu'ils ont un esprit non républicain. Le pouvoir en place, c'est notre tout premier partenaire au dialogue. Nous ne devons jamais rompre le dialogue avec lui pour le bien de la République. Me référant aux anciennes luttes qu'a connues l'Afrique à l'image de celle de l'ANC en Afrique du Sud, premier partenaire du pouvoir apartheid en Afrique du Sud, elle a abouti à une solution négociée. Aujourd'hui le pays de Nelson Mandela compte parmi les États les plus stables du

continent.

LDB : Le tout pour déboucher sur une nouvelle transition...

TCB : J'en appelle à l'esprit du dialogue mais sans transition parce que nous avons des institutions qui fonctionnent, nous avons une majorité bien définie et il ne nous reste plus qu'une année ou presque pour les élections. Parler d'une transition dans ce cas, c'est dénigrer et rabaisser la démocratie.

LDB : Candidat gouverneur à l'Équateur, comment vous vous préparez ?

TCB : Je suis le plus jeune de tous les candidats. Je n'insulterai pas l'âge des aînés. Mais je crois que l'Équateur a beaucoup des défis à relever. Donc, il faut du sang neuf pour booster cette province, la plus pauvre du pays avec approximativement 94% des miséreux et plus ou moins 70% d'analphabètes. Toutefois, les potentialités ne manquent pas. Rien qu'en comptant sur notre jeunesse (65% ont moins de 20 ans), je suis convaincu qu'en remettant les jeunes au travail, nous palperons les résultats au bout de six à neuf mois. J'ai l'expérience et l'expertise au regard des fonctions que j'ai occupées à l'étranger. Je vais mettre en place mon réseau tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays au service du développement de la RDC et de l'Équateur. Mon plan d'action comporte quatre grandes lignes. La première action que je vais initier une fois élu consistera à remettre la province en marche par des mécanismes déjà montés au sein de mon équipe de campagne et de mon cabinet de réflexion.

Propos recueillis par Alain Diasso

MÉDIAS

FFJ plaide pour la réouverture des télévisions fermées à Kinshasa

L'ONG a fait la demande au président de la République dans la perspective du dialogue politique annoncé dans le pays.

Dans sa requête du 31 août, l'association de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist-Afrique (FFJ), a sollicité du président de la RDC, Joseph Kabila Kabange, de s'impliquer à la réouverture des télévisions fermées à Kinshasa. FFJ a dit espérer que la réouverture de ces médias serait un signal fort destiné aussi bien à l'opinion publique interne qu'à la communauté internationale sur l'engagement du président Kabila à promouvoir la liberté de la presse dans le pays. « *Le dialogue politique auquel nous souscrivons est un impératif aujourd'hui. Mais aller au dialogue avec un apaisement au sein de la corporation des journalistes rassurait davantage les médias et les jour-*



Des professionnels des médias lors d'une activité de la Cénipho Photo John Bompengo

nalistes », a soutenu le chargé d'assistance judiciaire à FFJ, Me Gérard Nkashama. Ces médias

répertoriés par FFJ Afrique appartiennent tous aux opposants politiques. Il s'agit de Canal Kin TV (CKTV), Canal Futur Télévision (CFTV), Radio Lisanga Télévision (RLTV), émettant à Kinshasa et Radio Télévision Jua Lubumbashi (RTJL), émettant à Lubumbashi, au Katanga.

Cette association a noté que CKTV est une propriété du président du Mouvement de libération du Congo (MLC, opposition), Jean-Pierre Bemba, détenu à la Cour pénale internationale depuis 2008, CFTV appartient au président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC, opposition), Vital Kamerhe, alors que RLTV est un média de Roger Lumbala, président du Rassemblement congolais pour la démocratie-National (RCD/N, opposition), actuellement en exil. RTJL, souligné FFJ-Afrique, appartient au président de la Solidarité

congolaise pour la démocratie (Scodé, opposition), Jean-Claude Muyambo, détenu à la prison centrale de Kinshasa. Certains de ces médias, a rappelé cette association, ont été fermés pendant les élections de 2011, d'autres en 2014 et en 2015 pour des raisons politiques. « *Les opposants ont créé des médias pour contourner le refus systématique qui leur est imposé d'accéder aux médias publics. Dans une démocratie, la contradiction est un principe* », a déclaré Me Gérard Nkashama.

FFJ-Afrique a rappelé que le président Kabila a organisé de larges consultations nationales avec des forces sociopolitiques du pays qui devraient donner lieu à un dialogue politique en vue de décompresser la tension à la veille des élections générales prévues pour 2015 et 2016.

Lucien Dianzenza

AFFAIRE CHEBEYA

Le verdict en appel fixé pour le 17 septembre

Les avocats de la partie civile réclament pour les épouses Chebeya et Bazana des dommages et intérêts évalués pour chacune d'elles à trente millions de dollars.

Lentement mais sûrement, l'on s'achemine vers le dénouement du procès Chebeya entamé depuis 2012 mais qui n'a pas encore dévoilé tous ses secrets. Le 17 septembre, chacun des prévenus connaîtra son sort, car le tribunal entend prononcer son verdict en appel à cette échéance. C'est ce qu'a annoncé lundi le président de la haute Cour militaire au cours d'une audience qui aura été riche en émotion. Prenant l'affaire en délibéré pour l'arrêt attendu dans près de deux semaines, les juges sont censés trancher en toute équité, en dehors de toute pression, de sorte à rétablir les familles

des victimes, en l'occurrence Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, dans leurs droits. « Que justice soit faite », n'arrête-t-on de susurrer parmi les membres de la partie civile qui tiennent à la réparation des préjudices subis. C'est sans surprise que leurs avocats, par la bouche de Me Régine Sesepe, ont réclamé pour les épouses Chebeya et Bazana des dommages et intérêts évalués pour chacune d'elles à trente millions de dollars.

Intervenant au terme des plaidoiries notamment de la défense qui soutenait que Floribert Chebeya était décédé de mort naturelle,

le ministère public resté constant par rapport à ses convictions a une nouvelle fois requis la condamnation à perpétuité pour les cinq auteurs présumés de l'assassinat de Floribert Chebeya. Une requête qui rejoint la position des parties civiles qui optent pour la prison à perpétuité au motif que les prévenus n'ont pas tout dévoilé au cours de ce procès. Une peine de mort à leur rencontre pourrait annihiler tous les efforts visant l'éclatement de la vérité, indique-t-on. « Chebeya a bel et bien été assassiné à l'inspection générale de la police par torsion du coup », a martelé le

ministère public incriminant les principaux accusés.

Pour les avocats de la partie civile, le procès tend à laisser de nombreux congolais sur leur soif car beaucoup des choses n'ont pas été dites. « Ce procès n'est pas terminé parce qu'il y a des devoirs et des arriérés d'inspection qui n'ont pas été examinés », renchérit-on du côté de la partie civile. Entretemps, à Dakar, l'un des suspects en cavale, le major Paul Mwilambwe, s'est constitué prisonnier, avant d'être inculpé par la justice sénégalaise en janvier dernier. Le volet judiciaire de Dakar est également d'une importance capitale lorsqu'on sait que Paul Mwilambwe demeure un acteur-clé dans cette af-

faire. D'où, estime-t-on, la sentence attendue le 17 septembre risque de n'être que partielle puisque n'intégrant pas cette autre dimension de l'affaire que représente le volet dakarois du dossier.

Au niveau des cinq accusés eux-mêmes, ils ont plaidé non coupable et leurs avocats ont, de ce fait, demandé leur acquittement pur et simple, faute de preuves. Pour rappel, Floribert Chebeya a été retrouvé mort le 2 juin 2010, après avoir été convoqué au siège de l'inspection générale de la police pour y rencontrer le général John Numbi, alors chef de la police. Ce dernier, présenté comme le suspect numéro un, a toujours nié ce rendez-vous. Dossier à suivre.

Alain Diasso

CINÉMA

L'avant-première du documentaire sur Abeti Masikini fixée au 19 septembre

La cérémonie aura lieu à la maison des associations à Paris, en présence de Gérard Akueson, ancien manager et mari de la chanteuse ainsi que de sa fille Yollanda Masikini.

Le documentaire « Abeti Masikini: le combat d'une femme » a été réalisé par Laura Kutika et Ne Kunda Nlaba. Pendant 60 minutes, le film fait découvrir au spectateur la vie et l'œuvre de la célèbre chanteuse congolaise Abeti Masikini, de sa jeunesse à sa disparition. « Cette femme qui voulait à tout prix réaliser son rêve de chanteuse connaîtra déceptions, rejets et échecs. D'abord parce que c'était une femme, ensuite à cause de son accent et de cette voix si particulière qu'elle avait, mais surtout de sa musique qui n'avait rien à voir avec celle des autres. Mais Abeti Masikini fera alors de sa particularité une force, un plus dans ce monde musical. À la fin, sa détermination, son audace et son amour du travail feront d'elle une icône internationale », indiquent les auteurs du film. Le documentaire est une adaptation de l'ouvrage « Abeti Masikini, la voix d'or du Zaïre », écrit par Berthrand Nguyen Matoko, également connu sous le nom de Bebe Matoko, qui fut l'ami et l'attaché de presse d'Abeti Masikini.

Un documentaire sur les droits de la femme

Les réalisateurs ont recueilli les témoignages de plusieurs proches de la diva congolaise, notamment Gerard Akueson, mari et manager d'Abeti Masikini; Slim Pezin, l'arrangeur de la chanson « Motema pasi »; Komba Bellow, ex-musicien d'Abeti; Manu Bale, son ancienne Chorégraphe ainsi que Berthrand Matoko, écrivain et attaché de presse d'Abeti Masikini; Carlos Kalimasi, cousin de la chanteuse. Au-delà de la vie d'Abeti Masikini, le documentaire évoque les droits de la femme, car la chanteuse, qui combinait vie familiale et vie professionnelle, avait su pleinement exploiter son talent en partant du principe que l'essentiel est d'être bien dans sa peau.

Le film revient notamment sur les grands concerts livrés par la chanteuse congolaise à travers le monde : Ciné Palladium de Kinshasa (1972) ; Olympia de Paris (1973, 1975 et 1986) ; Carnegie Hall de New-York (1974) ; Grand stade de Lomé (1975); Wimbledon à Londres (1986); New - Morning de Paris (1986); Zénith de Paris (1988) ; Théâtre Apollo de Harlem (1989) ; dix-sept galas en Chine populaire (1989). En 1992, apprend-on, Abeti Masikini s'est produite pour la dernière fois à la salle LSC à Paris.

Patrick Ndongidi

CRFNI

Ouverture de l'année académique 2015-2016

Le Centre régional de formation en navigation intérieure (CRFNI) basé à Kinshasa forme des capitaines de bateau et des mécaniciens navals affectés à l'exploitation du transport fluvial de passagers et de marchandises.

Le lancement de l'année académique 2015-2016 au CRFNI de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) est prévue pour le 15 octobre pour les deux filières. Par ailleurs, la vocation du CRFNI est de former le personnel hautement qualifié, comme les capitaines et les mécaniciens navals, mais aussi le personnel pour d'autres

l'idation des acquis de l'expérience.

Des formations qui offrent plusieurs débouchés

Expliquant les deux filières, il a été noté que le capitaine est le premier responsable du bateau et de son convoi. Sa mission rappelle-t-on, est de conduire à bon port le bateau qui lui est confié. Il assure la



Une visite des salles de classe du CRFNI

métiers tels qu'administrateur, exploitant ou gestionnaire de port. Doté d'un corps professoral dynamique et qualifié, le CRFNI offre également des formations en alternance, à la carte ou des recyclages.

L'accès à la formation de capitaine ou mécanicien fluvial est ouvert aux détenteurs du baccalauréat, toutes filières confondues ou sur étude du dossier. Alors que cette formation se déroule par voie de formation continue ou par va-

sécurité de l'équipage, des passagers, du cargo chargé à bord et du matériel. Responsable de l'exploitation commerciale du bateau, le capitaine supervise également les opérations de ravitaillement, de manutention et d'arrimage.

Celui qui a acquis une formation de capitaine peut être engagé comme armateur, capitaine d'armement, officier baliseur ou dragueur, hydrographe, inspecteur de navigation, commissaire fluvial ou

lacustre, agent des affaires fluviales et lacustres ou gestionnaire de port.

Par contre, le mécanicien est le responsable de la maintenance technique du bateau et de l'entretien des systèmes de propulsion, de la production d'électricité, de la circulation de l'eau et de l'air, de la production de froid et d'énergie hydraulique. Celui-ci doit être capable d'intervenir sans délai sur toutes les installations et assurer les dépannages mécaniques, hydrauliques, électriques et frigorifiques. Il réalise la maintenance préventive et curative sur les matériels et assure le suivi des consommations de carburant, lubrifiant et consommables techniques.

Après la formation dans cette filière, un mécanicien formé par la Cicos, dans son centre régional de Kinshasa, le CRFNI, peut être embauché comme mécanicien itinérant dans un armement, contrôleur technique des bateaux, motoriste-diéséliste dans un armement, préparateur des cales sèches dans un chantier naval, agent des affaires fluviales et lacustres ou expert naval.

Alors que les informations sur ce centre peuvent être trouvées sur le site www.cicos.int/crfni, on peut également le contacter aux (+ 243) 845441595, 818298313 et 814933676 ou au crfni@cicos.int. Pour le Gabon, le ministère des Transports peut être joint, pour renseignements ou besoin d'inscription, aux adresses : ontinatrice@yahoo.fr / pmweakwe@yahoo.fr.

Lucien Dianzenza

Bienvenue à Brazzaville, capitale des Jeux Africains



Découvrez le plaisir de voyager à travers notre réseau

Pointe-Noire, Ollombo, Kinshasa, Douala, Yaoundé*, Libreville, Bangui*, Ndjamena*, Cotonou, Bamako, Dakar, Abidjan*, Paris, Bruxelles, Dubaï, Beyrouth

*Bientôt



Transporteur Officiel des Jeux Africains



www.flyecair.com
Tél: + 242 06 509 05 25
Suivez nous sur  

IN MEMORIAM



02 septembre 2013 - 02 septembre 2015
 Il ya deux (2) ans, qu'il a plu au seigneur de rappeler à lui notre très cher papa Omoh Gabriel. Pour ce triste anniversaire, son fils Omiéré Rigobert, conseiller au cabinet de Mr le ministre du commerce et des approvisionnements. Les épouses et tous les autres enfants prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Que l'éternel dans sa miséricorde protège et garde son âme.
 Papa, tu resteras dans le cœur de tes enfants

02 Septembre 2005 - 02 Septembre 2015
 Voici 10 ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle, Grand père et Beau-frère, le vénérable Aloïse Songo, sénateur de la Cuvette-Ouest. La veuve Songo née Awassi Colette, les enfants Songo, petits fils Songo et la famille Awassi prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Une messe d'action de grâces sera dite en sa mémoire le mercredi 02 Septembre 2015 à 6 h 15 en l'église Paroisse Notre Dame des Victoires (Sainte Marie de Uenzé).
 Papa tu es toujours présent dans nos cœurs



2 septembre 2014 - 2 septembre 2015
 Voici un (1) an que nous a quitté notre sœur Fouénibio Hélène et du même mois de septembre le 29/09/2001, nous avait quitté son frère cadet Mizet Toussaint. Tous les enfants Kitoungui prient à tous ceux qui l'ont connus et aimés d'avoir une pensée pieuse en ce mois de septembre de triste anniversaire. Tous les enfants Kitoungui ne vous oublieront jamais, que le seigneur tout puissant vous accorde le repos éternel.



**TOP AFFAIRE !
 DEVENEZ PROPRIETAIRE EN FRANCE !**

Vente d'une maison individuelle sur un terrain de 250m² en région parisienne.
 Maison récente de construction 2010 sur sous-sol total comprenant une entrée un beau séjour de 32 m² carrelé avec cuisine américaine équipée. À l'étage 3 chambres parquetées, grande salle de bain entièrement carrelée et 2 WC. Très bonne performance énergétique diagnostiquée le 5 décembre 2014.
 Faibles charges /
Prix 300 000 000 FCfa.
 Contact direct propriétaire :
 +242 06 403 97 96 /
 0033 3753 00 54 74



Les femmes-leaders REDD+ du RDHD séjournent à Dimonika

Une délégation des femmes-leaders REDD+ du Réseau développement humain durable (RDHD) conduite par Majep Obama, coordonnateur interafricain du RDHD a organisé une visite de travail, du 21 au 23 août, dans la réserve de la biosphère de Dimonika, dans le district de Mvouti (département du Kouilou).

La recherche biologique végétale et la sensibilisation de la couche féminine sur les changements climatiques par les femmes-leaders REDD+ dudit réseau ont été les buts de la mission de travail composée d'Emilienne Kimono, directrice exécutive de l'association Action environnement et protection de la biodiversité (AAEPB), présidente des Femmes-leaders REDD+ du RDHD, Jussie Nsana-Banimba, membre des femmes-leaders REDD+ du RDHD et Majep Obama, coordonnateur interafricain, écologiste-chercheur du RDHD. Cette descente sur le site de la réserve de la biosphère de Dimonika, zone écologique du bassin forestier et hydrologique du Congo Brazzaville dont la création est reconnue et déclarée par l'Unesco comme réserve biosphère en 1988, a été inscrite au calendrier du RDHD pour son importance écologique qui ne se dément plus « La réserve de la biosphère de Dimonika est un lieu géographique du Mayombe qui regorge, jusqu'ici en son sein, non seulement des écosystèmes aquatiques et terrestres mais aussi des espèces végétales et animales très variées, dont plusieurs vestiges historiques encore intacts marquent la longue période de tradition dans la construction



Majep Obama à Dimonika crédit photo Adiac

hydro-électrique, d'exploitation forestière et minière, menée depuis l'époque coloniale », a dit Majep Obama. Ces vestiges se font encore remarquer dans l'ancienne cité ouvrière de la défunte Société forestière du Mayombe (Sofoma), située à 6 Km de la gare ferroviaire de Pounga, débouchant dans le département du Niari. La réserve de la biosphère ayant abouti au classement d'une étendue de 136 000 ha de forêts naturelles en aire protégée par décret n° 88-181 du 1er mars 1988

et à l'idée d'un projet MAB-Unesco, de développement régional du Mayombe visant à promouvoir les activités humaines qui concilient durablement la production des services environnementaux et la

conservation des ressources naturelles disponibles au Mayombe. La délégation a également organisé une séance de sensibilisation à l'intention de la couche féminine du village en présence du Conservateur de Dimonika. Un bureau de quatre membres des femmes-leaders REDD+ du RDHD de Dimonika a été constitué à l'issue de la séance. Il est dirigé par Hortense Manguila secondée par Horty Malela-Tsimba. Rosalie Ndzoussi et Anastasie Kolli sont respectivement, secrétaire générale et trésorière.
Hervé Brice Mampouya

Clôture de la 15^e édition du stage international Tennis-Basket Vacances

Débutée il y a environ trois mois, la 15^e édition du stage Tennis-Basket Vacances s'est achevée le 30 août sur le thème « La jeunesse congolaise face au rendez-vous des Jeux Africains, Brazzaville 2015 ». Jean Louis Banthoud, Bienvenu Hondolo et Parfait Jacques Mouanda Passi respectivement directeur de cabinet du préfet de Pointe-Noire, coordonnateur national de Horizon 2025, et secrétaire aux Sports, Loisirs et Éducation physique de ladite plateforme ont participé à la cérémonie accompagnés d'enfants ayant pris part à ce stage et de leurs parents.

et le basket étaient associés à diverses activités ludiques, notamment l'apprentissage de l'alphabet, du dessin, de la lecture des bandes dessinées et autres. La pratique du tennis et du basket permet aux moins âgés de vivre en communau-

plateforme Horizon 2025 en vue de l'encadrement des jeunes joueurs à travers tous les départements. « Ce stage constitue un espace privilégié de détection de futurs talents de tennis et de basket. Au Congo, il n'existe pas encore une école destinée



Des enfants à la clôture du stage/photo Adiac

Expliquant pour sa part l'intérêt de ce stage pour les enfants, Parfait Jacques Mouanda Passi a signifié que le projet stage Tennis et Basket a pour ambition de fédérer les enfants autour de ses valeurs et ses idéaux afin de contribuer non seulement à la dimension sportive et physique mais aussi à la dimension éducative et sociale, gage d'un mieux-être, afin de faire de ces enfants des citoyens responsables.
 « Par rapport aux éditions précédentes, la particularité de celle-ci est qu'elle a profité plus aux enfants. Le tennis

et de développer en même temps les valeurs d'équipes et de l'unité entre eux. Ces deux disciplines sportives étaient autrefois réservées à une classe sociale donnée. Ainsi grâce à la plateforme Horizon 2025, ces sports deviennent petit à petit accessibles à toutes les classes sociales », a-t-il indiqué. Pour sa part, Bienvenu Hondolo a lancé un appel aux encadreurs d'autres disciplines sportives de s'inspirer de l'exemple de la

exclusivement à l'apprentissage du tennis et du basket aux enfants. Ainsi à travers ces éditions, j'invite les dirigeants des ligues et des fédérations de ces disciplines à venir détecter les meilleurs joueurs au cours de la tenue de ces stages et les autres de s'inspirer de l'exemple d'Horizon 2025 », a-t-il déclaré. Signalons que près de trois cents enfants de diverses nationalités ont pris part audit stage.
Séverin Ibara

